

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

**ACCORD DU 5 DÉCEMBRE 2008**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ANNUELS POUR L'ANNÉE 2009**  
**(NORD - PAS-DE-CALAIS)**

NOR : *ASET0950086M*  
IDCC : 1702

**Article 1<sup>er</sup>**

Pour 2009, les valeurs des minima annuels, sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, des positions de la classification des ouvriers des travaux publics, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, sont les suivantes :

*(En euros.)*

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
Niveau I Ouvriers d'exécution : – position 1 – position 2	100 110	17 340 17 610
Niveau II Ouvriers professionnels : – position 1 – position 2	125 140	18 040 20 210

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
Niveau III Ouvriers compagnons ou chefs d'équipe : - position 1 - position 2	150 165	21 620 23 610
Niveau IV Maîtres ouvriers ou maîtres chefs d'équipe : - position 1	180	25 750
<p>Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.  Le tableau ci-dessus correspond aux 35 premières heures. Il appartient donc à l'entreprise :  - d'assurer, bien sûr, en plus le paiement des heures supplémentaires ;  - mais, surtout, de comparer, pour respecter les salaires minima base de 35 heures fixés au niveau régional, les salaires de leurs ouvriers sur la base de 35 heures (et non sur la base de l'horaire effectué dans l'entreprise).</p>		

## Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

## Article 3

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Tourcoing.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail, conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

## Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 5 décembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

Fédération régionale des travaux publics Nord - Pas-de-Calais.

**Syndicats de salariés :**

Intersyndicale du bâtiment et des travaux publics CGT-FO ;

Union régionale construction CFDT.